

# NEWS

1985

# Solidarnosci

Date: le 15 janvier 1985



No: 38

PLUS D'UN MOIS après l'assassinat de l'abbé Popieluszko, l'hypothèse d'une provocation politique reste peu probable. Dans un premier instant pourtant, les généraux étaient convaincus que tout était dirigé contre eux. Pour le moment, rien ne parle en faveur d'une telle hypothèse. Flairer "la main de Moscou" sous cette affaire semble franchement absurde: les maîtres du Kremlin considèrent certainement que nos généraux sont trop mous, mais ils savent que le parti, faible comme il est, ne leur offre pas de candidats de rechange. En supposant même qu'ils aient voulu faire tomber Jaruzelski, on voit mal pourquoi ils se seraient exposés à déclencher des émeutes qui font de plus en plus très mauvaise impression à l'étranger. Nos "durs" du parti auraient pu, quant à eux, appeler de leurs vœux des émeutes, afin d'affaiblir la position du Général à Moscou, mais un complot avec assassinat au bout serait un jeu mortellement dangereux: ils n'auraient plus aucune chance dans un duel avec l'armée.

Tout semble donc indiquer que l'assassinat du prêtre a été une opération destinée non pas tant à provoquer la société, mais à l'intimider, notamment à intimider la partie la plus insoumise du clergé. Que la décision ait été prise par un vice-ministre ou un directeur de département du ministère de l'Intérieur n'a que peu d'importance. Il suffit de savoir que c'était, comme tout l'indique, un simple ordre de service. Kiszczak et Urban n'ont pas daigné préciser dans quel département travaillaient le capitaine Piotrowski et ses compagnons. Dommage. Si c'est le département IV, comme le veut la rumeur, département chargé de la surveillance de l'Eglise, les assassins sont précisément les hommes qui ont la charge de surveiller des gens comme l'abbé Popieluszko. L'évolution du travail de ces officiers semble simple: ils ont essayé d'intimider l'abbé en ouvrant une instruction contre lui et en le menaçant d'un procès. Pas de résultats. Ils ont "trouvé" chez lui des explosifs - pas de résultats. Ils l'ont menacé de mort, ont jeté des pierres contre sa voiture - toujours pas de résultats. Pis: non content de continuer ses sermons, l'aumônier inflexible informait les fidèles de tracasseries qu'il endurait. "Eh bien, écrasant le cureton! pour que tout le monde sache ce qui attend des gens comme lui." Les assassins n'ont même pas cherché à effacer leurs traces. C'est chez leurs collègues de l'antenne locale de la Sûreté de Bydgoszcz qu'ils ont fait le plein avant l'enlèvement. Ce n'est pas comme ça qu'agissent des conspirateurs ou des tueurs à gages. Mais des fonctionnaires pendant leur service, si.

Si tel est le cas, où donc a été la faille? Pourquoi leurs supérieurs au ministère qui ont couvert tant de crimes ont-ils cette fois-ci abandonné et même montré du doigt ces exécutants? Uniquement parce qu'ils ont "gâché" le travail et laissé s'échapper le chauffeur W. Chrostowski? Il ne semble pas que ce soit une explication suffisante. Certaines actions de la police politique ont déjà été compromettantes pour le pouvoir par le passé: l'agression contre l'église de St-Martin de Varsovie, par exemple, le 3 mai 1983, mais le pouvoir était alors trop faible pour dompter la police. Cette fois-ci, les colonels de la Sûreté ont joué trop grossièrement. Peut-être étaient-ils incapables de prévoir la résonance de leur crime? (...)

Disons les choses clairement, le crime était dirigé contre la victime et à travers elle contre le clergé, contre "Solidarnosc" et contre toute la résistance. Il n'était pas dirigé contre les généraux. Il n'empêche qu'il a compromis, les maigres fruits de "normalisation" de Jaruzelski, qu'il a mis un trait sur l'image qu'il s'efforce de promouvoir, celle d'un pouvoir soucieux de légalité et qui tient la situation en main. Cet assassinat, c'en était trop et Kiszczak a dû frapper pour soutenir l'autorité branlante du pouvoir militaire et rappeler à ses troupes qui est le maître et qui, par contre, doit obéir et à se mettre au garde à vous.

Il est douteux que la purge actuelle au sein de la Sûreté porte atteinte à l'esprit de corps de la corporation policière et ait des conséquences durables. Les secrétaires du Comité Central depuis Gomulka en 1945 ont souvent essayé de soumettre la Sûreté et n'y sont jamais durablement parvenus. L'appareil policier rejette les greffes et veille à son indépendance et à ses secrets. Parfois, comme en 1968, il se transforme en force politique autonome. Le général Kiszczak, plénipotentiaire puissant du gouvernement militaire, n'a pas non plus réussi à mettre la police au pas. Ni la purge, ni la flatterie n'y font rien.

On essaye de nous faire croire que par un extraordinaire hasard, un seul département de la Sûreté est devenu le nid de quelques pervers. Pour nous rassurer, on nous informe qu'un certain nombre de fonctionnaires indignes de confiance ont été limogés, et que les autres en sont dignes et veillent. Il ne faut pas saper le morale de la police secrète, car elle constitue en dépit de ses incartades le pilier du régime. Sans ses millions de dossiers personnels, sans son réseau de confidentes et de mouchards, sans ses aimables conversations et ses tables d'écoute, sans les calomnies qui naissent dans ses salons pour être ensuite diffusées dans la presse, sans ses faussaires et ses maîtres chanteurs un gouvernement aussi haï de son peuple et aussi incapable d'arriver à un accord avec lui ne pourrait subsister.

Je ne sais pas si les officiers de la Sûreté sont réellement, comme dit le professeur Lipinski dans sa lettre émouvante au général Jaruzelski, "dressés à la haine et la cruauté". J'en doute. Je pense que la situation les y incite, car elle les met au-delà de la loi et au-delà des principes moraux qu'ils ne peuvent que considérer d'un oeil cynique.

\*-----\*

A L'OCCASION du 3ème Anniversaire de l'imposition de l'état de guerre, Lech Walesa a donné une interview à l'hebdomadaire clandestin Tygodnik Mazowsze (no.110, daté de décembre '84). En voici de larges extraits:

"Le mouvement "Solidarnosc" est, à mon avis, plus fort et plus profond que jamais. Des membres nous font le reproche de ne pas le centraliser et de ne pas être plus dirigistes. Je peux l'expliquer en disant que si, nous créions aujourd'hui une telle

organisation, par la force des choses, elle exigerait des solutions qui ne sont pas réalisables. Il faut donc faire ce que nous faisons: ne pas centraliser, et travailler selon les possibilités locales. Elaborer toutes sortes de solutions et de programmes et former nos cadres. Et ainsi, la phase actuelle produira les effets escomptés. Cette lutte est difficile, longue, sans éclats, mais très importante, indispensable même. Beaucoup de choses dépendent de

429 12007

nous et particulièrement de notre imagination et de notre calme. Il faut comprendre que nous ne pouvons pas obtenir grand chose actuellement et pour l'instant, ce qui peut encore durer "quelques jours", il ne peut y avoir de solutions définitives. On ne peut que s'infliger des bosses mutuellement, et il est difficile de dire qui est le plus fort. Si nous comprenons cela et si nous trouvons pour le moment décisif, qui devra inévitablement arriver, des programmes et des solutions raisonnables que nous proposerons au bon moment, nous remporterons la manche suivante."

D'après Walesa, on ne peut transformer "Solidarnosc" en une organisation structurelle centralisée:

"Plus l'organisation est forte, plus les solutions qu'elle choisit sont radicales. Or nous savons fort bien que certains fruits doivent mûrir, si on les cueille trop tôt, ils se gâtent. Nous ne sommes pas le nombril du monde, et finalement tout ne dépend pas de nous. En fait, nous devons attendre mais attendre de façon créatrice." S'expliquant sur son appel contre les manifestations après l'assassinat, par les autorités, du Père Popieluszko, il dit:

"Il y a deux hypothèses. Soit, on voulait intimider la société et la décourager, soit on voulait la mettre hors-d'elle et la faire sortir dans la rue. La première a échoué parce que personne n'a eu peur. Au contraire, les gens se sont sentis plus mobilisés. Quant à sortir dans la rue en baskets contre les chars, je ne pouvais l'admettre. A supposer qu'on vienne à bout des gaz et des matraques, il "leur" restait encore les armes-à-feu. De plus, il faut tenir compte de la situation internationale. Quand il n'y a aucune chance de vaincre, je ne peux pas autoriser le combat. Je ne suis pas opposé aux manifestations, mais je suis contre les bagarres vouées à l'échec. Dans la rue, nos chances sont trop petites. Notre force réside dans les entreprises. Août 1980 a démontré que si nous agissons intelligemment, nous avons de grandes chances d'arriver au bout."

Interrogé sur l'éventualité de nouveaux Accords (après ceux de Août '80), il répond:

"La question n'est pas là, les Accords existent et il ne faut pas en démordre. En revanche, il faudrait se mettre d'accord pour résoudre certaines choses, même en commun, si tel est l'intérêt social et pour dire non à celles auxquelles on ne peut donner notre aval. C'est sur ce point qu'il faut se mettre d'accord."

Mais il se refuse à envisager la moindre éventualité de renoncer au concept même et aux structures de "Solidarnosc".

"Solidarnosc" a été démocratiquement fondée par une grande assemblée et seule cette assemblée pourra la dissoudre."

Discutant les probabilités de voir "Solidarnosc" revenir à la légalité, Walesa rappelle que la stratégie du syndicat est toujours le "pluralisme":

"Il faut déterminer les objectifs en fonction des forces. Beaucoup de nos glorieux soulèvements n'étaient pas adaptés à nos forces. Je suis très fier de la société polonaise. En août, quand nous avons protesté avec vigueur, nous avons célébré la messe devant la statue de Lénine. Personne ne l'a dérangé et il n'a dérangé personne. A Varsovie, quand on a tué notre aumônier, près d'un million de personnes sont venues aux obsèques. Je ne vois aucun autre pays où les gens se comporteraient avec une telle noblesse, une telle ferveur et un tel bon sens. On a pas le droit de laisser échouer une telle société."

A propos des autres pays de l'Est

"D'ailleurs ce qui se passe en Pologne est une nouveauté. Certains autres pays seraient ravis s'ils vivaient des événements analogues. Bien sûr, ce n'est pas suffisant et cela ne nous satisfait pas. Mais nous avons de plus grands projets, de plus grandes ambitions. Nous devons apprendre à élaborer un programme plus souple pour lutter conformément à nos possibilités - justement comme nous le faisons aujourd'hui, en décentralisant."

Quant au rôle de l'Eglise polonaise, Walesa affirme:

"Je suis croyant et pratiquant. Et c'est pourquoi je comprends le rôle de l'Eglise et je considère que ce que fait le Primat est intelligent et bon. Quoique cela puisse déplaire à certains. L'Eglise a deux mille ans, et en Pologne, elle existe depuis mille

ans. Et elle sera encore là pendant de nombreux siècles. Elle joue un rôle tout particulier. Elle doit vivre pendant des siècles. Nous, on ne durera pas si longtemps. Il y a entente complète entre moi et les hommes qui ont leur mot à dire au sein de l'Eglise. Bien sûr, ce serait plus confortable si tout le monde partageait sans réserves nos vues, mais nous n'avons pas le droit de l'exiger. Au nom des raisons supérieures qui ne nous sont pourtant pas favorables pour le moment. Si on ne comprend pas cela, on n'a rien compris."

Walesa exprime certains doutes quant à la possibilité de créer des syndicats chrétiens dans un avenir proche et ajoute:

"Si certains veulent s'y inscrire, qu'ils le fassent. Moi je resterai dans le mien et je ne pourrai d'ailleurs pas agir autrement: j'ai prêté serment à "Solidarnosc"

Rappelant que la direction nationale de "Solidarnosc" se compose d'une partie clandestine et d'une autre qui fonctionne ouvertement. Elles travaillent en pleine coordination.

"A mon point de vue, il y a deux centres. D'une part la TKK, et d'autre part, les membres de la Commission Nationale et Walesa. Nous avons renforcé l'action et l'efficacité de ce qui existe. Il y a des choses dont, moi, je ne peux pas parler, et d'autres dont je dois parler. Et c'est ce que nous faisons. Je voudrais que la TKK soit un organisme encore plus nécessaire, encore plus indispensable. D'ailleurs, si la TKK n'existait pas, ce serait comme si on m'enlevait mon casque de protection et qu'on m'exposait aux coups de matraques: la TKK est mon casque de protection. Chaque homme doit décider lui-même de sa place. Cela étant, la TKK est nécessaire, et à moi, et à nous. Je regrette que parfois les ambitions prennent le dessus et qu'on me dise que la TKK faiblit. C'est nous qui faiblissons dans ce cas, et c'est plutôt cela qu'il faut dire. Par ambition certains voudraient créer autre chose. Alors que, quand quelque chose ne va pas, il faut plutôt l'améliorer."

Commentant la création de nouveaux comités de citoyens contre les répressions (les KOP, KOPP, et KOPB etc...):

"Ce ne sont pas les remplaçants de "Solidarnosc": ce sont des fragments de "Solidarnosc". La légalité, c'est un des points de notre programme. Il est bon qu'il y ait des volontaires pour s'occuper de cela et qu'ils soient compétents. Et ce sont eux qui font qu'à aucun moment on n'oublie les prisonniers politiques, ceux de Silésie, de Lubin et les autres."

Réaffirmant son soutien à la stratégie générale de NSZZ "Solidarnosc", qui continue à être un combat pacifique, Walesa rappelle:

"Notre lutte pacifique n'a pas incendié des chars, n'a pas arraché les barreaux. Pourtant, cette lutte pacifique peut les amener à rouiller. La société polonaise en a assez des batailles sanglantes. Elles ont été indispensables, mais aujourd'hui, nous devons en imaginer d'autres qui seront efficaces. On ne peut pas, une fois de plus, foncer tête nue contre un mur. Nous ne brûlons pas les villes. Nous ne détruisons rien. Pourtant, nous faisons une révolution, une autre révolution, plus intelligente. Elle doit mener à la victoire, et elle y mène. Quant à savoir si c'est pour aujourd'hui et si nous serons ceux qui en profiteront, personne ne peut encore le dire. Nous avons signé les accords les meilleurs. A tous points de vue: politiques et économiques. La victoire n'est qu'une question de coût et de temps. D'ailleurs, nous ne nous imaginons même pas ce que nous avons réalisé à l'échelle mondiale. Nous sommes nés dans une époque exceptionnelle, mais nous sommes aussi allés à sa rencontre."

LES CENSEURS POLONAIS ignorent la législation du 31 juillet 1981 sur la censure. C'est ce qu'affirment certains journalistes de la presse officielle qui sont tombés sous le coup des divers règlements sur la censure. La loi et les règlements régissant la censure, adoptés durant l'existence légale de "Solidarnosc" et sur pression de la société polonaise toute entière, obligeait les censeurs à expliquer où et comment la censure a été appliquée et à donner les bases légales de la décision de censure. D'après la réforme, les "listes noires", c'est-à-dire les sujets

dont on ne peut parler publiquement ou qui ne peuvent être abordés dans la presse écrite, suite à une décision arbitraire des autorités, ont été pratiquement supprimées.

Aujourd'hui, on a interdit à la plupart des publications (à l'exception de certains journaux catholiques) d'indiquer les articles caviardés, confisqués ou détruits par les censeurs. Et ils ne sont même pas obligés de justifier légalement leur décision. La presse est contrôlée selon la bonne vieille méthode, qui a fait ses preuves par le passé, "par téléphone", c'est-à-dire, avec le refus catégorique de justifier la décision par écrit.

Les listes noires ont été réintroduites. Et beaucoup de sujets interdits sont les mêmes que par le passé. Ainsi, les articles sur les accidents de travail, graves, ceux sur le minimum social, ceux sur les salaires de la milice, etc... Parfois les sujets interdits sont neufs. Comme le Fonds Monétaire International: la presse doit se taire pour donner l'impression à l'Ouest que la Pologne ne se soucie aucunement de son adhésion éventuelle au FMI. De même, on ne peut employer l'expression "état de guerre" pour faire oublier aux Polonais cet épisode peu reluisant de l'histoire de Pologne. La propagande fera donc comme s'il n'y avait pas eu d' Août 80, pas de "Solidarnosc" et pas d'état de guerre.

La "pacification" et la "normalisation" de la presse du parti et de l'Etat a plus ou moins réussi, mais reste le problème des diverses publications catholiques comme "Tygodnik Powszechny" ou "Przegląd Katolicki". De temps en temps, le pouvoir emploie les répressions pour les rendre plus dociles. C'est ainsi qu'un numéro du mensuel "Znak" a été confisqué parce qu'on y parlait du problème de l'Ukraine. Selon les autorités, seule peut en parler la presse officielle, et encore, avec l'accord de Moscou. Cette confiscation est tout simplement un premier avertissement annonçant une suspension possible de la publication si elle ne se soumet pas.

LE COMITE SOCIAL de la SCIENCE (SKN), une aile de "Solidarnosc" regroupant les travailleurs scientifiques polonais, a rendu public un rapport le 15 Octobre 1984 décrivant les conditions de travail difficiles des scientifiques polonais dont la situation se détériore sans cesse depuis l'instauration de l'état de guerre en Pologne et la délégalisation de "Solidarnosc". La déclaration suivante concluait ce rapport.

"Au cours des deux dernières années, on a interdit à des dizaines de scientifiques d'instituts supérieurs et d'institutions académiques de travailler dans leurs domaines. A cause de leurs convictions politiques. Beaucoup d'entre eux ont dû trouver d'autres occupations qui parfois leur donnent même satisfaction. Et c'est peut-être mieux ainsi, puisque les sciences polonaises traversent une crise profonde et que les travailleurs scientifiques sont menacés par la pauvreté.

De toute façon, il est un fait certain que suite à l'instauration de l'état de guerre, tout comme lors de la période stalinienne, le principe du "Berufsverbot", contraire aux droits civils les plus fondamentaux ainsi qu'aux intérêts de la Science, a été réintroduit.

Après à la libération des détenus et condamnés pour raisons politiques, amnistiés en juillet '84, la question revient sur le carnet des priorités, bien que parfois oubliée ou minimisée par certains collègues.

Le Comité Social de la Science exige que les personnes suivantes soient réintégrées dans leur fonction.

- ceux qui ont été libérés de prison,
- ceux qui ont été licenciés pour raisons politiques,
- ceux qui ont démissionné de leur fonction suite à l'état de guerre pour raisons politiques ou activités sociales et qui aujourd'hui, voudraient les réintégrer.

Nous lançons un appel à toute la communauté scientifique et spécialement à nos collègues qui occupent les fonctions les plus hautes, ainsi qu'aux membres

de conseils scientifiques et d'institutions auto-gérées pour entreprendre les démarches en vue de cette réintégration. N'attendons pas que ce soient nos collègues qui réclament leur droit au travail et qu'ils viennent à nous avec leurs pétitions.

LE GOUVERNEMENT POLONAIS a soumis à la "consultation nationale", notamment par voie des nouveaux syndicats et de la presse, des hausses de prix de denrées alimentaires de base pour début mars, selon trois variantes dont deux prévoient une levée partielle du rationnement, à l'exception toutefois de la viande.

Il s'agit de la seconde consultation de ce genre, la première qui avait eu lieu à l'automne de 1983 avait débouché sur l'abandon de la plupart des hausses prévues, en raison de l'opposition de 80% des avis exprimés, selon la presse.

En lançant une "consultation nationale" prioritairement destinée aux nouveaux syndicats mis en place par le pouvoir; le gouvernement, notent les observateurs, joue la carte de la prudence pour annoncer des hausses de produits alimentaires qui, par le passé, ont été les révélateurs directs des secousses sociales majeures de 1956, 1970, 1976 et 1980.

POUR ILLUSTRER le projet d'augmentation des prix, l'agence d'information de "Solidarnosc" (AIS) a publié dans l'hebdomadaire clandestin "Wola" une comparaison entre le temps nécessaire, en Pologne et en France, pour acheter les biens suivants:

	Pologne	France
Lait ( 1 litre)	8 min.	4 min.
Pain blanc	10 min.	3 min.
1 Oeuf	9 min.	1 min.
Beurre (1 kilo)	3 h.	40 min.
1 Chemise	11 h. 47 min.	1 h. 11 min.
Veau (1kilo)	3 h. 30 min.	45 min.
Souliers	12 h. 44 min.	5 h. 57 min.
Bas	1 h. 50 min.	5 min.
Journaux	3 min.	6 min.
Essence	29 min.	7 min.
1 voiture "bon marché"	368 jours.	77 jours.
1 frigo	70 jours.	6 jours.

DANS UN ARTICLE intitulé "A chacun son chez-soi", "Solidarnosc" de la Basse Silésie, no. 1 - une publication clandestine irrégulière destiné au départ à ceux qui ne reçoivent pas les autres publications clandestines (tirage: 40,000 ex.), fait état de certaines statistiques de la presse officielle.

"Entre 1976 et 1982, 31,500 personnes ont inscrit leur nom sur les listes d'attente pour obtenir leur appartement - ils attendent depuis 8 ou même 15 ans. Avant la fermeture de la liste par la coopérative d'habitation, 54,300 candidats supplémentaires s'y sont ajoutés. Portant ainsi le total à 85,800. Or il n'y aura pas plus d'appartements distribués par les coopératives dans les prochaines années puisque que la construction en Pologne est caractérisée par un rythme de travail stable et que rien n'indique un accroissement de la production... Actuellement on distribue 835 appartements par an..."

"Et la dernière personne inscrite (en 1982), sur la liste d'attente aura son appartement en 2088..."

UNE DELEGATION de la CFDT a rendu visite à NSZZ "Solidarnosc" à la mi-décembre. Munis de visas touristiques, Albert Mercier - membre de la Commission Exécutive et Roger Briche - Secrétaire Confédéral, ont rencontré de nombreux militants de "Solidarnosc", parmi lesquels Lech Walesa, Zbigniew Bujak, Bogdan Lis, Andrzej Slowik et Bronislaw Geremek. De vieux contacts furent renoués et l'accord CFDT-"Solidarnosc", signé avant l'instauration de l'état de guerre, a été révisé en fonction des conditions actuelles.

Sources: Tygodnik Mazowsze nos. 108, 109, 110.  
Wola no. 42, 10 December '84.  
Kos no. 62  
Libération, 7 janvier '85